

EUROPE stands with TIBET

«EUROPE STANDS
WITH TIBET»

**59^{ème} anniversaire du
soulèvement national tibétain
le 10 mars à Genève**

Les Tibétains et les sympathisants appellent le Commissaire des droits de l'homme des Nations Unies à prendre des mesures urgentes concernant la situation des droits de l'homme au TIBET

Les communautés tibétaines en Europe, les organisations et sympathisants tibétains envoient un appel urgent au CDH et se rassemblent à Genève pour commémorer le 59^{ème} anniversaire du soulèvement national tibétain contre l'occupation illégale du Tibet par l'armée chinoise le 10 mars 1959, aussi connu comme le plus sombre jour dans l'histoire du Tibet.

Les organisations soulignent que, en particulier depuis l'apparition des manifestations de 2008, la situation des droits de l'homme au Tibet s'est considérablement détériorée. En raison de la répression systématique de la Chine et des violations des droits fondamentaux universels de son peuple, le rapport Freedom House de 2017 a classé le Tibet parmi les pays et territoires les moins libres du monde, au-dessus de la Syrie.

Le droit à la liberté de religion et de croyance reste strictement limité par un ensemble de lois, de politiques et de pratiques. Des mesures pour contrôler et exploiter le système de réincarnation, et pour discréditer et délégitimer la personne et la position du chef spirituel tibétain, Sa Sainteté le Dalaï Lama, ont été intensifiées. En 2016, la RPC a procédé à une démolition à grande échelle de la communauté religieuse, composée de 20 000 membres, de l'Institut bouddhiste tibétain Larung Gar. Aujourd'hui, il est interdit aux monastères et aux couvents de fournir une éducation monastique traditionnelle, qui fait partie intégrante du bouddhisme tibétain. Les moines et les nonnes sont soumis à des campagnes comme «l'éducation patriotique» qui sont opposés aux fondements de base du bouddhisme tibétain. Après le grand incendie du 17.2.18 dans le temple central de Jokhang à Lhassa, un site du patrimoine mondial de l'UNESCO, les Chinois gardent le silence sur l'étendue des dégâts.

Depuis 2009, 151 Tibétains se sont immolés au Tibet. 129 d'entre eux sont morts sur place ou peu de temps après. Tous les auto-immolés ont appelé à «la liberté au Tibet» et au «retour de Sa Sainteté le Dalaï Lama au Tibet». Cependant, au lieu de répondre aux revendications des Tibétains, les autorités chinoises ont réagi à ces auto-immolations par de nouvelles politiques répressives en accentuant les restrictions dans les régions tibétaines et en qualifiant les auto-immolations d'«acte terroriste», tout en considérant comme criminel les épouses, amis et parents des auto-immolés. Le droit à la liberté d'expression est extrêmement limité en raison de l'introduction de

nouvelles lois ainsi que la mise en œuvre de lois existantes sous l'égide de la lutte contre le terrorisme et de la censure de l'Internet. Le droit à la liberté de circulation a également été systématiquement violé par l'imposition de restrictions explicites telles que des directives locales interdisant les voyages à l'étranger, la confiscation de passeports et l'émission de menaces et d'intimidations.

Bien que la RPC ait ratifié l'accord de Paris sur le changement climatique, le développement économique accéléré menace l'environnement fragile, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de millions de Tibétains. De nombreux sites miniers et barrages hydroélectriques menaçant la disponibilité en eau et la sécurité alimentaire de millions de personnes vivant dans les pays en aval sont déjà opérationnels, et des projets similaires ont été signalés dans le 13^{ème} plan quinquennal de la RPDC. Les militants écologistes sont systématiquement emprisonnés pour des charges politisées.

Le cas du Tibet est urgent et dramatique. Il a besoin de l'attention immédiate de la communauté internationale. En conclusion, les organisations qui soutiennent «L'Europe se tient avec le Tibet» appellent les membres du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à exhorter la Chine:

- De reprendre le dialogue avec les représentants de Sa Sainteté le Dalaï Lama sans aucune condition préalable,
- De mettre fin à toutes ses politiques et pratiques répressives au Tibet qui conduisent les Tibétains à des manifestations d'auto-immolation,
- De permettre aux Tibétains d'utiliser la langue tibétaine dans les écoles et faciliter aux étudiants tibétains l'apprentissage de la langue tibétaine,
- De fournir des informations vérifiables et authentiques sur le sort et le bien-être de Gedhun Choekyi Nyima (l'incarnation du Panchen Lama, reconnu par Sa Sainteté le Dalaï Lama) et de sa famille disparue en avril 1995.